

Manifeste européen

Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée

Alors que l'heure est à la réforme du système financier international et aux plans de relance économique dans l'Union européenne pour remédier aux conséquences économiques et sociales inquiétantes qu'engendre la crise actuelle, sans doute la plus importante depuis 1929, il est essentiel de **s'attaquer aux maux profonds du système économique en vigueur** pour construire une croissance européenne durable.

Le Manifeste européen « Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée » avance alors **douze propositions pour bâtir une croissance européenne saine et durable** à développer à tous les niveaux : européen, national mais aussi régional et local. Les autorités publiques ont un rôle primordial à jouer : elles doivent donner une place prépondérante à tous les citoyens qui sont les principaux acteurs économiques en étant à la fois producteurs et consommateurs, autrement dit, qui sont à la base du système économique.

A cette fin, **l'intérêt général européen doit être placé au cœur du nouveau modèle de croissance**. De cette manière, il sera possible de relancer conjointement la production (l'offre) et la consommation (la demande) dans un objectif de long terme puisque l'économie de marché fonctionne selon le principe fondamental de l'offre et de la demande.

Pour cela, en plus de **réglementer strictement les marchés financiers** pour les obliger à servir l'économie réelle, le Manifeste propose de **développer un modèle conjoint d'économie verte, sociale et solidaire**. La cohésion sociale, comme moteur de la croissance économique, devient alors un objectif clé à atteindre.

L'économie verte repose sur des investissements, en grande partie publics, soucieux des problèmes environnementaux et sociaux. Elle est essentielle pour **relever les défis que sont le changement climatique et la crise énergétique et offre de nombreux débouchés** que l'Union européenne doit saisir de manière responsable.

En outre, l'économie sociale et solidaire est indissociable de l'économie verte. Elle est indispensable pour créer un modèle de croissance saine et durable à moyen et long termes car elle **pense la croissance en termes de progrès sociétal**. En opposition à la vision néolibérale, la productivité ne se pense plus en termes quantitatifs via la notion de progrès technique, mais en termes qualitatifs : **accroître le bien-être des travailleurs permettra de produire de manière plus efficace**. Cette vision – qui place la cohésion sociale au cœur de la croissance – est d'autant plus primordiale qu'elle **permet d'améliorer la productivité tout en relançant la consommation** puisque les travailleurs sont également consommateurs.

Finalement, le Manifeste propose un modèle de croissance saine et durable qui, en plus d'une réglementation financière stricte, repose sur une **économie plurielle** soucieuse de développement économique, de progrès social et de qualité environnementale.

Manifeste européen

Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée

La crise économique et financière actuelle mondiale, peut-être la plus grande crise depuis 1929, amènent les dirigeants européens et internationaux à s'activer pour faire face à la récession économique. Les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 tentent de s'accorder pour réformer le système financier international. Cela est nécessaire ; mais est-ce suffisant? Le régime de croissance actuel s'est techniquement fondé sur la dette suite au développement de l'innovation financière et du transfert du risque. Grâce au principe de l'effet de levier, avec un endettement important et des fonds propres limités, les opérateurs ont pu dégager des rentabilités très élevées en se lançant dans des opérations risquées. Mais quand les pertes sont importantes ou que la confiance chute, l'endettement n'est pas remboursable et la faillite survient rapidement, ce qui engendre des conséquences économiques et sociales dramatiques pour un grand nombre d'entreprises et de travailleurs. Il est donc fondamental de construire une croissance saine et durable.

1. Il faut donc obliger les marchés financiers à revenir à leur fonction première, à savoir, servir l'économie réelle.

- > Un **contrôle plus important** du système de *Bretton Woods* doit être mis en place. Les autorités publiques nationales et européennes doivent donc agir de manière concertée dans un objectif structurel de long terme pour :
 - o **renforcer le pouvoir de contrôle du fonds monétaire international (FMI)** sur les marchés financiers ;
 - o **créer un gouvernement économique européen** bénéficiant à l'ensemble des citoyens européens.

2. Nous devons reconstruire les bases de l'économie réelle pour défendre l'intérêt général à l'échelle européenne grâce à un modèle conjoint d'économie verte, sociale et solidaire.

- > La réforme du système financier international n'est pas suffisante pour relancer la croissance économique européenne. « *La récession peut maintenant se nourrir d'elle-même grâce à la baisse des revenus et à l'endettement ; elle ne peut être qu'amortie par la dépense publique. La croissance ne pouvant plus être dopée par l'endettement, le revenu salarial doit progresser en ligne avec la productivité. Autrement dit, le degré d'inégalité dans les pays occidentaux est devenu un frein à la croissance* »¹. Nous devons **reconstruire les bases de l'économie réelle**. Pour cela, nous avons des alternatives qu'il faut prendre en main.

¹ Michel Aglietta, Conseiller scientifique au Cepii et professeur d'économie à Paris X, Alternatives économiques, novembre 2008

- > Quelles sont-elles? Un certain nombre de défis que nous ne pouvons pas négliger s'adressent à nous, tels que le changement climatique, l'envolée des prix énergétiques et alimentaires et la baisse du pouvoir d'achat (ou l'accroissement des inégalités). **Ces défis, nous pouvons les transformer en opportunités, de manière à construire un modèle de croissance saine et durable.**

3. Un modèle de croissance économique saine et durable ne pourra donc fonctionner que sous l'impulsion conjointe et de manière durable de la production (l'offre) et de la consommation (la demande) puisque l'économie de marché repose sur le principe de l'offre et de la demande.

- > Comment relancer la production européenne de manière durable? Le produit intérieur brut (PIB) permet de mesurer le niveau de production. Il se calcule comme l'emploi (le nombre de travailleurs) multiplié par la productivité (production par travailleur). La croissance résulte donc d'un accroissement du nombre de travailleurs et/ou d'une hausse de la productivité. Donc, en ces termes, pour avoir une croissance saine et durable, il faut un modèle qui s'attache *conjointement* à ces deux objectifs, **un modèle capable de créer des emplois tout en permettant aux travailleurs de produire de manière plus efficace.**
 - o Pour créer des emplois, des investissements et dépenses publiques soucieux des problèmes environnementaux et sociaux peuvent offrir de nombreux débouchés. **L'économie verte est porteuse de grandes opportunités que l'Union européenne doit saisir de manière responsable**, c'est-à-dire en respectant aussi bien des critères environnementaux que sociaux et éthiques.
 - o Pour améliorer de manière *simultanée* la productivité, alors que la vision néolibérale se contente de penser la productivité en termes quantitatifs via la notion de « progrès technique », une vision qualitative est nettement plus appropriée dans le contexte actuel. Il s'agit de **penser la croissance en termes de progrès sociétal : accroître le bien-être de l'ensemble de la population permettra de produire de manière plus efficace**². La croissance du PIB et le progrès sociétal ne vont pas nécessairement dans le même sens³.
- > Et comment relancer de manière durable la consommation? Les individus, quand ils ne consomment pas grâce à l'endettement, consomment selon leurs revenus. Puisque la satisfaction des besoins des individus est fonction de leur consommation, qui dépend elle-même de leur revenu, **le revenu peut être considéré comme un indicateur de bien-**

² Voilà ce à quoi s'intéressent les indicateurs alternatifs de richesse. Qu'est-ce que la richesse si l'on ne prend pas en compte le développement humain, la qualité de vie ou le revenu par habitant, autrement dit le bien-être de l'ensemble de la population?

³ Contributions présentées lors du colloque « Construire ensemble des indicateurs locaux pour le progrès sociétal : mesurer et favoriser le progrès des sociétés », OCDE, Conseil de l'Europe, PEKEA Research Programme Project, les 30-31 octobre 2008 à Rennes.

être⁴. Il est donc important d'**avoir des revenus qui assurent un bon niveau de vie** (un bon pouvoir d'achat) et améliorent ainsi le bien-être de l'ensemble de la population. De cette façon, on améliore la productivité tout en relançant la consommation puisque les travailleurs sont également consommateurs. Pour cela, une meilleure répartition des revenus est nécessaire.

4. ***La cohésion sociale doit donc être considérée comme un moteur de la croissance économique (et non comme une conséquence de celle-ci) et devenir un objectif clé à atteindre.***

Le développement d'un modèle de croissance saine et durable repose à la fois sur une **réglementation financière stricte** et sur une **économie plurielle** soucieuse de développement économique, de progrès social et de qualité environnementale.

A - Une croissance durable...

La lutte contre le changement climatique peut offrir de réelles opportunités grâce à une croissance qui émet peu de CO2 et résorbe la crise énergétique. Cette croissance est le fruit de l'économie verte, une économie qui préserve et améliore la qualité de l'environnement, et de l'économie sociale et solidaire, une économie au service de l'intérêt général, dont l'objectif est d'assurer la cohésion sociale.⁵

- > Pour concrétiser le **modèle d'économie verte**, il faut agir à tous les niveaux :
 - o L'Union européenne doit montrer la voie en confirmant des **objectifs stratégiques concrets** et en proposant des subventions communautaires en matière de lutte contre le changement climatique.
 - o Les Etats membres doivent **investir** dans ce domaine de manière urgente et **inciter** tous les acteurs (citoyens, entreprises, autorités locales et régionales) à agir de la sorte.
 - o Les pouvoirs locaux doivent **privilégier les initiatives** qui préservent l'environnement pour qu'elles se fassent plus nombreuses.

5. ***Il est urgent de mettre en œuvre des investissements verts grâce à des dépenses publiques pour des emplois en grand nombre***

- > Il est essentiel d'**investir dans des infrastructures** qui permettent de produire en émettant peu de CO2, pour plusieurs raisons.

⁴ *Quel progrès faut-il mesurer ?*, Contribution de Dominique Méda à la conférence « Construire ensemble des indicateurs locaux pour le progrès sociétal », Rennes, 30-31 octobre 2008

⁵ Synthèse des débats du Colloque *Europe, Energie, Economie sociale : enjeux actuels et perspectives*, organisé par le Think-Tank européen Pour la Solidarité et la Banque Triodos le 16 octobre 2008.

- **Une augmentation des dépenses publiques et des investissements verts sera fortement créatrice d'emplois**, et cela, à tous les niveaux de la population active (travailleurs manuels, qualifiés, artisans, entrepreneurs, techniciens, ingénieurs, gestionnaires, etc.). Aujourd'hui, déjà 3% des emplois dans le monde sont des emplois verts, soit près de 100 millions d'emplois. Ces emplois sont dits verts parce qu'ils participent à la lutte contre le changement climatique en préservant l'environnement. Ils se situent dans différents secteurs : énergie, construction, transports, agriculture, industrie forestière, industrie de base (ciment, sidérurgie, aluminium, recyclage, papier)⁶ et concernent des profils et compétences variés. Certains types sont complètement nouveaux, mais la plupart s'appuient sur des métiers traditionnels.
 - Des investissements dans des infrastructures permettant de produire l'électricité autrement et dans des bâtiments plus efficaces énergétiquement ont probablement des **opportunités de mille milliards de dollars par an** dans les vingt prochaines années⁷.
 - Ils permettront aussi d'**atténuer**, ou peut-être même d'**éviter les conséquences économiques et financières graves** qui nous attendent liées au changement climatique : la montée du niveau de la mer pourrait coûter jusqu'à 18 milliards d'euros par an aux pays de l'Union dans la seconde moitié du siècle⁸.
 - En outre, ces investissements permettront des **économies d'énergie certaines à long-terme** en diminuant la dépendance envers les énergies fossiles.
 - Et, de nouvelles infrastructures sont nécessaires pour **repartir sur un dynamisme économique**: certains secteurs très protégés politiquement (comme par exemple, l'agriculture avec la politique agricole commune) ne se sont pas préoccupés de moderniser leurs infrastructures et leurs techniques, ce qui freine incontestablement leur dynamisme économique.
- > **Ces investissements doivent, pour une grande part, être publics** car ils doivent concerner les infrastructures d'intérêt général: le rôle des pouvoirs publics est, à cet égard, primordial. Le pacte de stabilité et de croissance doit être mis de côté quelques temps pour que les Etats de l'Union puissent mettre en œuvre une **politique budgétaire expansive de manière coordonnée pour amortir la récession économique**.
- > Pour financer ces dépenses publiques, les décideurs politiques doivent prendre des **mesures incitatives fortes sous la forme d'une fiscalité verte**. Les autorités publiques ne doivent pas négliger cette source financière importante qui, en outre, permettrait d'inciter fortement à un changement de pratiques énergivores à la fois coûteuses,

⁶ Rapport « Pour un travail décent dans un monde durable à faibles émissions de carbone », PNUE, BIT, CSI, OIE, septembre 2008

⁷ Nicholas Stern, London School of Economics, Rapport sur les conséquences économiques du changement climatique, novembre 2006

⁸ Seconde étude d'impact du changement climatique en Europe, Agence européenne de l'énergie, octobre 2008

destructrices de l'environnement et gênantes sur le plan géopolitique⁹. Cette fiscalité peut intervenir sous plusieurs formes différentes:

- Des **incitations fiscales non contraignantes**, c'est-à-dire proposer des réductions ou des montants qui motiveront les citoyens ou les entreprises à faire construire des infrastructures écologiques.
 - Une « taxe carbone »¹⁰ ou **écotaxe contraignante** qui s'attaquerait à tous les transports/produits incorporant plus d'un certain seuil d'énergies fossiles – qui sera défini au niveau européen – afin d'inciter très fortement les entreprises à réduire leur production énergivore. Cette méthode radicale semble nécessaire à la fois pour préserver notre environnement et pour éviter des coûts économiques et financiers importants à long terme mais également pour garantir des ressources à l'Etat pour qu'il puisse assurer ses trois rôles économiques de redistribution, régulation et d'affectation des ressources.
 - Une **taxation des surprofits** des entreprises du secteur énergétique afin de financer les dépenses publiques et les investissements verts.
 - Pour financer les investissements verts, **les financements communautaires** (auprès des entreprises) ou encore **les partenariats publics-privés** (auprès des autorités locales et régionales) doivent être également privilégiés. En outre, les éventuels profits que réaliseront les Etats à moyen/long terme grâce à la recapitalisation des banques, aujourd'hui nécessaire, devront être investis dans les dépenses publiques vertes.
 - En outre, la **mise aux enchères des quotas d'émission de CO2** dans l'industrie que propose la Commission européenne, et qui serait gérée par les autorités nationales peut permettre aux entreprises industrielles d'acheter à l'Etat leur droit à polluer. Une bonne réglementation de ce système pourrait être bénéfique à l'accélération des investissements de qualité environnementale. Et, les gains que tireraient les Etats de ce système pourraient aider à financer les politiques nationales d'investissement. Malgré la récession économique, l'impact de la mise aux enchères n'aurait aucun effet sur les prix¹¹, ce qui devrait inciter les Etats membres à accepter ce système.
- > **Trois secteurs ont un rôle clé à jouer** dans la lutte contre le changement climatique : *le logement, l'alimentation et les transports*. Parce que ces secteurs répondent à des besoins importants voire vitaux mais posent des problèmes environnementaux considérables en étant très énergivores, les décideurs politiques doivent agir de manière à inciter les entreprises et les citoyens à investir dans ces trois secteurs qui offrent des opportunités importantes en termes de création d'emplois.

⁹ Les vingt-sept Etats membres de l'Union européenne importent 25% de leur pétrole et 50% de leur gaz, Le Figaro, 14 novembre 2008.

¹⁰ « Grenelle de l'environnement : peut-on se passer d'une fiscalité écologique ? », Eloi Laurent et Jacques Le Cacheux, Lettre de l'OFCE n°291, octobre 2007.

¹¹ The impact of auctioning on European wholesale electricity prices post-2012, New Carbone Finance, WWF, septembre 2008

- *Le logement*

L'accès au logement est une nécessité dans nos sociétés. Mais, la construction, outre sa consommation importante de matières premières, représente plus de 40% de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre¹². Il est donc important de **développer l'éco-construction et les éco-quartiers** en évitant des constructions énergivores afin de diminuer considérablement la facture énergétique et de préserver l'environnement.

- *L'alimentation*

La promotion des filières courtes de chaînes d'approvisionnement alimentaire agit à la fois pour la préservation de l'environnement puisqu'en réduisant le nombre d'intermédiaires au cours de la chaîne alimentaire, la consommation énergétique diminue et permet d'améliorer le pouvoir d'achat du consommateur puisque de cette façon, les prix des produits baissent. En effet, la hausse des prix du pétrole et le mécanisme des circuits d'approvisionnement longs se répercutent sur les prix alimentaires. Les prix des denrées alimentaires pourront alors diminuer au profit du pouvoir d'achat du consommateur (produits moins chers, de bonne qualité) tout en luttant contre le réchauffement climatique.

- *Les transports*

Le secteur des transports est un secteur très concerné par les problèmes environnementaux. Par exemple, en France, les seuls embouteillages de la Région parisienne génèrent 20 millions de tonnes de CO2 par an alors que l'ensemble des émissions des gaz à effet de serre du secteur ferroviaire en représente moins de 1 million de tonnes¹³. Il est donc urgent de **favoriser l'éco-mobilité**. Cela doit passer par de forts investissements dans les transports collectifs en améliorant les infrastructures des réseaux et en facilitant l'accès à tous. Au niveau local, il est important de promouvoir le développement de l'autopartage et du covoiturage et de faciliter l'utilisation du vélo.

6. Il faut promouvoir la recherche et l'innovation pour impulser une révolution environnementale

- > **Favoriser les investissements en recherche et développement dans le domaine de l'amélioration de la qualité environnementale doit être une priorité européenne** pour que l'Union européenne, précurseur mondial dans la lutte contre le changement climatique, puisse **rester compétitive** et garder sa place d'**acteur majeur dans le monde**. Alors que la demande étrangère mondiale pour des infrastructures respectueuses de l'environnement est croissante, l'Union doit continuer le progrès technologique dans ce domaine et élaborer une nouvelle révolution industrielle: la **révolution environnementale**.

¹² Europe, énergie et économie sociale, série Cohésion sociale et économie sociale, Les Cahiers de la Solidarité n°15, 2008

¹³ Guillaume Pepy, Président de la SNCF, Le Monde, 8 novembre 2008.

- Il est donc important de **promouvoir une stratégie auprès de chaque Etat membre** de l'Union qui vise à développer la recherche et les innovations environnementales dans les technologies propres.
- L'année 2009, Année européenne de la créativité et de l'innovation est l'occasion parfaite pour **récompenser les projets innovants de type « vert »** et de promouvoir des *cluster* au niveau européen qui travailleraient à améliorer la qualité de l'environnement.
- Il faut **soutenir la recherche industrielle** qui s'axerait sur les matériaux légers pour la construction des bâtiments, mais aussi dans le transport aérien, automobile et ferroviaire.
- La **création d'un réseau d'excellence au niveau européen** qui vise à concevoir, construire, faire évoluer et gérer la ville de manière durable, permettrait de réfléchir à de nouvelles opportunités au niveau local. Ce réseau peut regrouper des projets de qualité concernant différentes dimensions de l'aménagement du territoire (logement durable, mobilité, alimentation, eau, gestion des déchets, etc.). Il s'appuierait sur l'expertise d'un pôle de recherche européen qui travaillerait sur le thème de la ville durable et évaluerait les projets. Cette initiative permettrait l'émergence de pratiques innovantes et intéressantes, le développement d'échanges d'information et l'implication d'acteurs locaux dans la lutte contre le changement climatique.

B – ... au service d'une richesse partagée

- > Pour engendrer une croissance saine et durable, **l'économie verte est indissociable d'un objectif de cohésion sociale** qui contribuera à l'amélioration du bien-être des travailleurs. En s'attachant de cette manière à restructurer la base de l'économie réelle, on peut relancer la productivité et la consommation puisque la cohésion sociale permettra de réduire les inégalités qui sont aujourd'hui un frein à la croissance dans les pays occidentaux. En effet, la baisse du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population (suite à l'accroissement des inégalités) entraîne une diminution de la consommation globale, ce qui entrave alors la production¹⁴.

Dans le contexte de récession économique, déjà prévue en 2009 par l'OCDE¹⁵ pour les pays industrialisés¹⁶, il existe un risque important que les mentalités pensent « rigueur » en privilégiant la baisse des salaires et la précarité. Or, il a été démontré qu'**une meilleure répartition des richesses ne nuit pas à la croissance économique**. Ce n'est pas

¹⁴ « Certes, on sait que les propensions à consommer des différentes catégories de la population sont diversifiées mais le PIB est affecté par les inégalités dans la mesure où celles-ci se traduisent par des réductions de consommation globale. » Dominique Méda, Quel progrès faut-il mesurer ?, contribution à la conférence « Construire ensemble des indicateurs locaux pour le progrès sociétal », Rennes, 30-31 octobre 2008

¹⁵ Organisation de coopération et de développement économique

¹⁶ Les pays industrialisés confrontés à la récession et à une hausse du chômage, Le Monde, 13 novembre 2008

la croissance, mais les choix politiques menés ces dernières années qui sont générateurs de l'accroissement des inégalités (ou de la pauvreté relative)¹⁷.

La base de l'économie est aujourd'hui fragilisée, déstructurée. Comment alors produire, consommer et finalement vivre ? Comment pouvoir relancer une dynamique économique ? La confiance des Européens est à son plus bas niveau depuis 1993¹⁸. Ils représentent pourtant les facteurs de production, de travail, le capital humain. Sans eux, il ne peut pas y avoir de croissance. Il faut donc s'attacher, *conjointement* à l'économie verte, à **développer une économie sociale et solidaire à grande échelle**.

> Là encore, il faut **agir à tous les niveaux**.

– L'Union doit promouvoir la cohésion sociale comme un objectif stratégique clé, moteur de la croissance économique¹⁹ afin que chaque Etat membre puisse agir de manière coordonnée dans ce domaine. Cela permettra la réduction des inégalités au niveau européen sans entraîner de dumping social ou de concurrence entre les pays.

○ A cet égard, il est nécessaire de **mettre clairement en évidence des indicateurs de développement humain, de progrès et de cohésion sociale** au niveau européen.

○ La **création d'un observatoire européen de la cohésion sociale** permettrait ensuite de faire des évaluations et analyses. De là, pourraient alors aboutir des propositions concrètes à mettre en œuvre.

– Les décideurs politiques nationaux doivent mener des **politiques nationales centrées sur une plus grande justice sociale** pour diminuer les inégalités.

– Enfin, c'est **au niveau local** que la cohésion sociale doit en premier lieu être mise en œuvre pour s'adresser directement aux citoyens.

7. Les dépenses publiques doivent soutenir le capital social et le capital humain

> Il faut donc **encourager et soutenir le secteur de l'économie sociale** qui dégage des plus-values économique, sociale et environnementale. Ainsi, « *il faut imposer des mesures publiques de soutien qui promeuvent cet autre modèle économique. Un modèle qui ne génère pas de profit, prémunit au contraire des crises du type de celle que nous vivons actuellement.* »²⁰. De manière générale, le capital social se définit comme l'ensemble des réseaux, des normes et des valeurs permettant aux individus et aux institutions d'atteindre des buts communs. Concrètement, il est constitué par les réseaux sociaux, les associations, entreprises liées par des normes communes et des relations de confiance qui facilitent la coopération, mettent l'humain au cœur de leur système et ne

¹⁷ L'impact de la croissance sur la pauvreté et les inégalités : l'importance des choix politiques, Working paper, Série Cohésion sociale et économie sociale, Think Tank européen Pour la Solidarité, mai 2008

¹⁸ Selon les données publiées par la Commission européenne le 30 octobre 2008

¹⁹ La stratégie de Lisbonne de 2000 considérait la cohésion sociale comme un des objectifs essentiels pour le retour à la croissance.

²⁰ Marie-Caroline Collard, Directrice de Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises (SAW-B), 3 octobre 2008

recherchent pas le profit financier à court terme. Ce capital influence positivement la croissance économique car il améliore la confiance et la coopération entre les acteurs, ce qui permet d'engendrer une meilleure productivité, de plus grandes opportunités d'emploi ou de promotion sociale.²¹

- > Les Etats doivent **augmenter leurs dépenses publiques pour la santé** essentielles à la productivité et donc à la croissance. De cette manière, ils vont investir à long terme dans le capital humain. Des gens plus instruits et en meilleure santé travailleront plus efficacement. En effet, les inégalités nuisent fortement à la santé²² : toutes choses égales par ailleurs, les personnes issues des classes les plus défavorisées ont un risque de mortalité accru de 45% par rapport aux personnes des classes les plus riches. Les gouvernements nationaux réduisent fortement leurs dépenses publiques en matière de santé, ce qui favorise la détérioration d'une grande partie des travailleurs à la base de l'économie. Il est essentiel que les pouvoirs publics s'arment d'une vision de long-terme et investissent efficacement dans l'accès aux soins de santé et dans les systèmes de protection sociale pour les classes les plus défavorisées, si ce n'est pour tous. La prévention représente pour cela une piste intéressante : il est plus efficace et moins coûteux de prévenir les maladies que de les soigner.
- > Les pouvoirs publics nationaux doivent aussi **revaloriser leurs systèmes d'éducation**, notamment grâce aux technologies de l'information et de la communication et en privilégiant une éducation de qualité accessible à tous. N'oublions pas qu'un des outils nécessaire à la croissance est l'économie de la connaissance.

8. Il faut imposer des emplois de qualité pour relancer conjointement la productivité et la consommation

- > La richesse passe par l'**amélioration des revenus et de la qualité de vie**.
 - Il est donc important d'**assurer un travail et un salaire décents**. Il y a un risque que les emplois verts qui pourront être créés grâce à l'économie verte soient précaires et ne respectent pas l'Agenda du travail décent du bureau international du travail (BIT). Il faut donc s'assurer du contraire en facilitant le dialogue social, le respect des droits des travailleurs, leur protection sociale et l'accès à un emploi stable et de qualité pour tous les emplois.
 - Il faut aussi **soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)** qui se voient interdire des prêts et qui font faillite suite à leur taux d'endettement très élevé qu'elles ne peuvent pas rembourser.
- > Afin que la création d'emplois profite à toute la population active, il est utile de **développer des secteurs correspondant au besoin d'emplois au niveau local** tout en encadrant la qualité de ceux-ci.

²¹Du bien-être des nations, le rôle du capital humain et social, Les éditions de l'OCDE, 2001

²² Inégalités sociales de santé : observations à l'aide de données mutualistes, Hervé Avalosse, Olivier Gillis, Koen Cornelis, Raf Mertens, Département Recherche et Développement – ANMC, septembre 2008.

- Les services à la personne représentent une source importante d'emplois en tant que secteur économique en pleine croissance, qui en outre, ne peuvent pas être délocalisés. En effet, ce secteur répond à des besoins émergents, notamment suite au vieillissement de la population qui ne fait que s'accroître en Europe. Il est donc fort opportun de développer ce secteur de manière à garantir la qualité et le maintien de la dimension sociale des services rendus pour améliorer le bien-être de l'ensemble de la population.
 - La création d'emplois verts peut également se superposer à la demande des personnes en recherche d'emplois: dans l'économie verte, des métiers peuvent être créés en fonction des compétences ou des motivations des personnes en recherche d'emploi et des formations peuvent leur être proposées.
- > En outre, la pénurie de main d'œuvre qui existe dans certains secteurs (électromécanique, restauration, nouvelles technologies de la communication et de l'information, etc.) peut être résolue par des **politiques de diversité dans l'entreprise** grâce à des plans d'embauche élaborés en collaboration avec les pouvoirs publics locaux, le milieu associatif et les centres de formation. Ces plans de diversité doivent s'inscrire dans une vision durable afin de servir l'intérêt collectif. En plus de combattre la pénurie de main d'œuvre, ces politiques offrent une vraie valeur ajoutée puisque tout en s'attachant à mettre en avant les atouts de chaque acteur économique, elles permettent d'améliorer le bien-être global de la population d'un territoire donné. En effet, la diversification des canaux de recrutement permet de casser les poches d'exclusion, souvent foyers d'insécurité et les entreprises peuvent alors attirer de nouveaux talents, améliorer leurs performances²³ et toucher de nouveaux consommateurs.

9. Une fiscalité juste est nécessaire pour diminuer les inégalités

- > Il faut augmenter les **impôts sur les revenus les plus élevés ainsi que ceux sur la fortune** pour qu'ils constituent un outil de redistribution ou d'affectation des ressources pour l'Etat. De cette manière, il sera possible de **financer les biens collectifs** nécessaires au bien-être de l'ensemble de la population (systèmes de santé et d'éducation, centres de recherche et d'innovation, aides aux entreprises sociales, infrastructures vertes pour le logement, la mobilité et l'alimentation, etc.). Pour éviter un dumping fiscal au niveau européen, il est important que l'Union européenne impose une réglementation stricte dans ce domaine, notamment en interdisant les paradis fiscaux.
- > La réforme du système financier international doit s'accompagner pour tous les opérateurs de marché d'une **réglementation stricte de rémunération de la performance** tenant compte de la durée et d'une **taxation importante pour ceux qui ne les respectent pas**. Cette démarche permettra de dissuader les flux financiers de très court terme tout en procurant des ressources aux pouvoirs publics.

²³ Des études européennes ont démontré que les entreprises qui menaient de telles politiques avaient des profits plus élevés et de meilleures perspectives à long terme.

- > Un **contrôle du levier d'endettement de tous les opérateurs non régulés** (vendeurs de dérivés de crédit, sicav, fonds de LBO, hedge funds, monolines, etc.) doit être mis en place afin d'enrayer le fonctionnement actuel du système sur le transfert de risque.

10. Promouvoir un développement territorial environnemental, social et solidaire pour prendre en compte les opportunités des territoires est fortement bénéfique.

- > Afin d'obtenir une croissance économique durable, il faut prendre en compte les opportunités des territoires et par conséquent, il est nécessaire d'agir dans une vision de long terme au niveau local. Les décideurs locaux ont à ce niveau-là un rôle important à jouer car les développements de **l'économie verte et de la cohésion sociale doivent s'exercer conjointement au sein d'un même territoire.**
- > La démocratie participative et citoyenne est primordiale pour permettre à chacun de s'exprimer, d'être placé au cœur du modèle de croissance. Il faut privilégier les initiatives citoyennes et le dialogue civil pour construire une société active qui place le progrès sociétal au centre de son développement économique. Chacun doit s'engager dans la lutte contre le changement climatique et agir au service de l'intérêt collectif. Les autorités locales doivent donc **favoriser l'interpellation et la participation citoyennes**, et peuvent, à ce titre, s'appuyer sur le secteur de l'économie sociale. Les acteurs de ce secteur peuvent aider à la prise en charge collective des problèmes environnementaux et sociaux par le biais de l'information, de la formation à des valeurs de responsabilité et de solidarité et à l'accompagnement d'initiatives²⁴.
- > Les **politiques d'emploi** se mettent en œuvre au niveau local.
 - Il est donc très important que les pouvoirs locaux privilégient le dialogue social pour contribuer au bien-être des travailleurs.
 - Il est également essentiel qu'ils incitent les entreprises à s'ouvrir aux moins qualifiés, notamment grâce à des financements publics.
- > Il est essentiel que les **marchés publics** soient un outil efficace pour développer l'économie verte, sociale et solidaire. Lors des appels d'offre, les autorités publiques locales devront imposer simultanément des clauses environnementales, sociales et éthiques strictes aussi bien au niveau des spécifications techniques, critères de sélection et critères d'attribution du marché.
 - Une **définition européenne des clauses dans les marchés publics** devrait voir le jour, pour une efficacité optimale, et ensuite appliquée à tous les niveaux (européen, national, régional et local).
 - De cette manière, les **filières courtes d'approvisionnement pourront se développer** au profit des chaînes d'approvisionnement longues: les pouvoirs locaux choisiront des produits issus des filières courtes qui seront donc de qualité et peu chers puisque le nombre d'intermédiaires dans le circuit d'alimentation aura fortement été réduit. En

²⁴ Des exemples d'actions d'acteurs de l'économie sociale sont détaillés dans *Europe, énergie et économie sociale*, série Cohésion sociale et économie sociale, Les Cahiers de la Solidarité n°15, 2008

outre, le développement de ce système offre une réelle plus-value en permettant une répartition plus équilibrée des emplois sur les territoires, notamment en investissant dans des régions délaissées. Par ailleurs, ce secteur permet une création d'emplois importante, qui, à condition d'être de qualité, permet le développement des emplois coopératifs, a un impact sur le tourisme local en favorisant la biodiversité (plus de variétés de produits seront cultivées sur le territoire qu'actuellement).

11. Il faut collaborer avec les pays émergents et en développement afin de les aider à utiliser leurs opportunités d'investissement et de croissance

- > Il faut privilégier les **investissements de long terme dans des projets environnementaux et de solidarité** pour construire, grâce aux externalités positives, une croissance mondiale saine et durable. Les pays en développement pourraient économiser environ 600 milliards de dollars d'ici 2020 en investissant dans des appareils et méthodes de production efficaces énergétiquement. Ainsi, en réduisant leur demande annuelle d'énergie de plus de 50% dans les douze prochaines années, la consommation énergétique pourrait diminuer de 22%²⁵. Agir auprès de ces pays permettrait de réduire les conséquences économiques et financières désastreuses prévues liées aux problèmes environnementaux dans la deuxième moitié du siècle.
- > Afin de privilégier les projets au niveau local, faciliter les soutiens au **micro-crédit** est important. Ces initiatives peuvent permettre d'accompagner des projets de développement qui ne pourraient pas voir le jour autrement. Elles facilitent la création d'emplois pour les bénéficiaires, mais également dans les pays développés et participent au développement économique des pays en développement.
- > Il est également important de **promouvoir le commerce équitable** qui aide les producteurs locaux à gagner décemment leurs vies tout en assurant au consommateur des produits de qualité. La création d'une norme européenne dans ce domaine permettra de soutenir de manière plus visible les producteurs locaux et d'éviter tout abus d'appellation.

12. En outre, il faut soutenir les finances solidaires pour investir de manière durable

- > Afin de financer et d'accompagner des entreprises non cotées en bourse et ayant une forte utilité sociale ou des activités solidaires sur le long terme, il est utile de **soutenir l'épargne solidaire**.
- > L'**investissement socialement responsable** doit être placé au cœur des projets de réforme du système financier. Cette approche consiste à intégrer dans les décisions d'investissement, en plus des critères d'investissement classique (l'appréciation risque – rendement d'un placement), des critères de nature sociale, environnementale et de gouvernance. En tant qu'investisseurs de forte envergure, les pouvoirs publics doivent

²⁵ McKinsey Global Institute (MGI): Fuelling sustainable development : The energy productivity solution, octobre 2008.

montrer l'exemple. En outre, « *les banques, sous la tutelle des pouvoirs publics, devraient consacrer une part importante de leurs portefeuilles aux particuliers et aux entreprises s'engageant dans une démarche écologique* »²⁶, sociale et solidaire.

- > La mise en place de **fonds de pension durables** qui s'attachent à accompagner des projets environnementaux et solidaires est l'occasion de lier différents besoins (problèmes des systèmes de retraite, environnementaux, d'exclusion) auxquels doit répondre la société de manière urgente.

La récession économique qui nous attend peut fortement nous inciter à faire les mauvais choix, qui pourraient être dramatiques à long terme. Il est donc **urgent d'agir dans un esprit solidaire pour s'attaquer à remodeler en profondeur une croissance économique viable et durable**²⁷, grâce aux défis qui nous attendent.

De forts investissements dans des infrastructures d'intérêt général peuvent agir comme un réel moteur de la compétitivité européenne en conjuguant, dans une vision de long terme, la préservation de l'environnement, la création de nombreux emplois et une dynamique économique mais cela n'ira certainement pas sans une « *façon d'entreprendre et de concevoir l'activité économique sur la base de valeurs qui donnent la primauté à la satisfaction des besoins du plus grand nombre, à l'utilité sociale, à l'intérêt général, à la juste répartition des gains de cette activité entre les hommes* »²⁸, celle de l'économie sociale.

Le Manifeste européen

« Pour une croissance durable et solidaire au service d'une richesse partagée »

est initié par le Think Tank européen *Pour la Solidarité*

Vous souhaitez le signer ?

Contactez :

denis.stokkink@pourolsolidarite.eu

²⁶ Susan George, Politologue, Présidente d'honneur d'Attac France, Le Monde, 17 octobre 2008.

²⁷ Il va de soi qu'il faut accepter des coûts importants à court terme pour qu'à long terme se bâtisse une croissance économique durable.

²⁸ Déclaration des Rencontres du Mont-Blanc, le 6 octobre 2008.